

# AFRICA NEWS REPORT



AFRICA REGIONAL SERVICES - AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
14, boulevard Haussmann 75009 - PARIS - TEL: 01.43.12.48.61 - FAX: 01.43.12.46.57  
(<http://usembassy.state.gov/paris-ars/wwwhpres.html>)

---

## VERSION FRANCAISE

**NUMERO 913**

**18 avril 2006**

### **SOMMAIRE**

**Page**

<b>M. Zoellick appelle à la cessation de la violence au Tchad</b> (Les réfugiés soudanais au Tchad doivent être protégés, affirme le secrétaire d'État adjoint.) (790) . . . . .	1
<b>L'amélioration au Soudan est possible, affirme M. Zoellick</b> (Le discours du secrétaire d'État adjoint à Washington) (960) . . . . .	1
<b>Les É.-U. demandent de nouveau que l'on mette fin aux souffrances au Darfour</b> (Les déclarations du département d'État et du Conseil de sécurité de l'ONU) (530) . . . . .	2
<b>La visite du président du Ghana, M. John Kufuor, à la Maison-Blanche</b> (Le président Bush l'a félicité pour les réformes qu'il avait entreprises.) (350) . . . . .	3
<b>La visite du président de la République de Guinée équatoriale à Washington</b> (Il s'est entretenu avec la secrétaire d'État et a signé un accord avec l'USAID.) (660) . . . . .	3
<b>De hauts responsables font état de l'aide militaire des États-Unis à l'étranger</b> (La séance de travail de la commission des forces armées de la Chambre des représentants) (790) . . . . .	4
<b>Côte d'Ivoire: l'espoir renaît avant les élections, dit Mme Zirignon Touré</b> (Discours de la directrice adjointe de cabinet du président Gbagbo à Washington) (670) . . . . .	4
<b>L'arrestation de Charles Taylor est un grand moment pour la justice internationale</b> (Les propos de l'ancien procureur du Tribunal spécial pour la Sierra Leone) (910) . . . . .	5
<b>Le Nigeria va recevoir une aide au titre de la gestion de ses zones humides</b> (La collaboration de la Banque mondiale et du Fonds pour le développement mondial) (530) . . . . .	6
<b>Café: la coopération entre les É.-U., " Starbucks " et le Rwanda est un succès</b> (Quarante mille producteurs de café bénéficient de ce projet parrainé par l'USAID.) (720) . . . . .	6
<b>Un Kényan apporte un peu des " Shimba Hills " à Washington</b> (Il va ouvrir un café dans un grand complexe sportif de la capitale des États-Unis.) (650) . . . . .	7

<b>L'intégration des musulmans à la société américaine est relativement aisée</b> (Aux É.-U., le gouvernement et la société encouragent le dialogue entre les citoyens.) (770) . . . . .	8
<b>Le mécénat des entreprises américaines à l'étranger prend de l'ampleur</b> (Ce mécénat constitue une part croissante de l'aide à l'étranger.) (1020) . . . . .	8
<b>Les dons du secteur privé sont supérieurs à l'aide publique des États-Unis</b> (Nouveau rapport sur la philanthropie américaine dans le monde) (600) . . . . .	9

AFI505 04/14/2006

**M. Zoellick appelle à la cessation de la violence au Tchad**

(Les réfugiés soudanais au Tchad doivent être protégés, affirme le secrétaire d'État adjoint.) (790)

Par Charles W. Corey

Rédacteur du " Washington File "

Washington - Le secrétaire d'État adjoint américain, M. Robert Zoellick, a appelé à la cessation immédiate de la violence au Tchad et à l'adoption d'un " processus politique différent " afin d'éviter de nouveaux troubles et notamment des attaques rebelles telles que celle lancée le 13 avril contre N'Djamena, la capitale.

Dans l'allocution qu'il a prononcée ce même jour à l'institut Brookings, centre d'études politiques de Washington, M. Zoellick a observé que la crise au Tchad était en partie liée au Soudan, " mais également tout à fait liée aux rouages internes du Tchad ", et que le gouvernement du président tchadien Idriss Deby " avait sa propre fragilité ".

Des élections sont prévues au Tchad début mai, mais il semble que certaines actions des rebelles soient motivées par leur sentiment que ces consultations ne seront ni libres ni honnêtes, a dit le haut responsable dans cet important discours portant essentiellement sur le Soudan.

" Malgré nos efforts et ceux de la France et de l'Union africaine, nous n'avons pas réussi à obtenir un arrangement satisfaisant entre le gouvernement Deby et certains membres de l'opposition en vue d'une élection honnête ou d'un quelconque processus politique auquel tous pourraient participer ", a déclaré M. Zoellick à son auditoire.

Vu " l'histoire turbulente " du Tchad, le régime en place devra engager une série de réformes, a-t-il dit. Il ne faut surtout pas minimiser la gravité de la situation, en particulier le risque de débordement du conflit: " Nous voulons éviter tout ce qui pourrait mettre de l'huile sur le feu ou provoquer des désertions susceptibles de conduire à des attaques rebelles. "

Au sujet du Soudan, le secrétaire d'État adjoint a déclaré qu'il fallait au premier chef assurer la sécurité et la satisfaction des besoins essentiels des populations qui se trouvaient dans les camps de réfugiés. Fuyant devant la violence au Soudan, plus de 200.000 personnes se sont réfugiées dans ces camps du Tchad où elles résident à l'heure actuelle.

Selon M. Zoellick, on compte au Tchad environ 1.200 soldats français, dont la mission principale est de protéger les camps. " Nous sommes en communication avec eux, ainsi qu'avec le HCR (le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) pour répondre aux besoins des réfugiés ", a-t-il dit, ajoutant que, selon les informations qu'il avait reçues, la situation serait stable dans ces camps.

Le haut responsable américain a demandé à toutes les parties de mettre fin au conflit. Il a, de plus, fait état d'une réunion d'information urgente du Conseil de sécurité convoquée à la demande des États-Unis et d'autres pays, visant à faire le point des moyens qu'on pourrait mettre en œuvre pour éliminer toute intervention extérieure éventuelle, à demander aux groupements rebelles de cesser leurs actes de violence et à inciter, de même, les autorités à renoncer à la violence.

Situation d'instabilité au Tchad

Lors du point de presse quotidien du 13 avril au département d'État, le porte-parole, M. Sean McCormack, a qualifié de " fluide " la situation au Tchad.

Les États-Unis, a-t-il dit, " souhaitent vivement que la crise politique se résolve, et il appartient au peuple tchadien de régler ses différends politiques dans le respect de la loi, par le dialogue et par des moyens pacifiques, et non par le recours à la violence ".

Ce principe s'applique également à la situation au Soudan et au Darfour, a-t-il poursuivi. " Nous avons des discussions suivies sur ce dossier et nous faisons tout ce que nous pouvons à l'heure actuelle pour répondre aux préoccupations immédiates en matière d'aide humanitaire ainsi que de sécurité, en coopération avec la communauté internationale. Dans le domaine de la sécurité, nous travaillons très étroitement avec la mission de l'Union africaine et nous avançons sur d'autres fronts également, notamment l'OTAN et l'ONU. "

Du côté humanitaire, M. McCormack a affirmé que les États-Unis étaient l'un des principaux fournisseurs d'aide d'urgence en vue d'améliorer la situation au Darfour, et notamment qu'ils faisaient tout leur possible pour faire face aux problèmes qui surgissaient à présent le long de la frontière tchado-soudanaise.

" Cette crise ne pourra finalement se résoudre qu'au niveau politique. C'est la seule solution à long terme non seulement à l'instabilité au Tchad mais aussi au problème soudanais. Nous essayons par conséquent de concentrer nos efforts sur tous ces fronts, et nous encourageons le peuple tchadien à résoudre par la concertation les différends qui pourraient exister sur le plan politique, et à ne pas recourir à la violence. "

Le département d'État a créé un groupe de travail chargé de coordonner toutes les activités de ce ministère à l'égard du Tchad. (Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'État. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI501 04/14/2006

**L'amélioration au Soudan est possible, affirme M. Zoellick**

(Le discours du secrétaire d'État adjoint à Washington) (960)

Par Charles W. Corey

Rédacteur du " Washington File "

Washington - Lors d'un discours prononcé à Washington le 13 avril, le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, M. Robert Zoellick, a déclaré que malgré les problèmes actuels, il existait des possibilités d'amélioration au Soudan.

Ces problèmes, a-t-il dit, ont des racines historiques très profondes. Selon lui, la principale difficulté consiste à réconcilier Khartoum, la capitale du Soudan, avec les provinces. Il a rappelé que Khartoum avait été peuplée par des administrateurs et des commerçants. Sa source de vie était le Nil, et la ville a toujours été orientée vers les centres économiques et intellectuels du monde arabe: le Caire (Égypte), Damas (Syrie), et l'Arabie saoudite.

Dans ses relations avec le reste du Soudan, le gouvernement de Khartoum s'est toujours comporté comme " un dirigeant, un manipulateur, un exploiteur (...) et le gouvernement actuel ne fait pas exception à cette tradition qui remonte au moins à l'époque coloniale. "

Le sud du Soudan, a ajouté M. Zoellick, est un parfait exemple de ce phénomène. " Il y a des dimensions tribales (...) religieuses (...) des tensions entre Arabes et Africains et, bien sûr, il y a cette longue histoire de violence terrible. "

Les relations de Khartoum avec le Darfour, ainsi qu'avec l'est et certaines régions du nord du Soudan, suivent le même modèle.

La question fondamentale qui se pose est de savoir comment trouver des moyens novateurs de réconcilier le centre métropolitain du pays avec sa périphérie.

On sait, notamment en Afrique, que la façon dont le Soudan réagira affectera de nombreux autres pays. Après tout, a rappelé M. Zoellick, le Soudan est le plus vaste pays d'Afrique et a neuf voisins.

" De ce point de vue, donc, il devient évident que l'Accord de paix général négocié en janvier 2005 représente un changement historique d'une grande importance potentielle. " Cet accord a mis fin à une guerre civile de 21 ans qui a fait des millions de morts. Il offre également un " cadre constitutionnel " pour tout le Soudan, ce qui est tout aussi important.

M. Zoellick a cependant reconnu que l'application de cet accord était un succès relatif. " Sa mise en oeuvre avance lentement. Mais malgré les obstacles, je pense qu'il y a des progrès. "

Pour que cet accord marche, il faudra des " contributions substantielles " des États-Unis et des autres pays donateurs. Les États-Unis consacrent déjà 1,3 milliard de dollars au Soudan chaque année (somme répartie entre le Darfour et le sud du pays).

Ce qui est le plus frustrant, a-t-il ajouté, c'est qu'il faut encore consacrer une partie importante de ces fonds à la satisfaction de besoins élémentaires. Il a exprimé l'espoir que ces fonds puissent un jour servir au déminage des routes, à l'établissement de systèmes de santé et à la création de perspectives de développement.

Le Darfour demeure " extraordinairement fragile "

Passant à la situation au Darfour, M. Zoellick a affirmé que la situation humanitaire demeurait " extraordinairement fragile ". Il y a eu quelques progrès en 2005 à niveau de la réduction du taux de mortalité. Mais avec le changement survenu dans la nature du conflit à la fin 2005, le niveau de danger a de nouveau augmenté.

" Ce qui m'a toujours préoccupé, c'est que la sécurité et les secours humanitaires ne tiennent qu'à un fil, et qu'il ne faudrait pas grand-chose pour que tout s'effondre. C'est pour cela que nous accordons tant d'attention à cette situation. "

En 2006, jusqu'à présent, les États-Unis ont fourni 86 % de tous les vivres que le Programme alimentaire mondial a envoyés au Soudan.

M. Zoellick a ensuite affirmé que la stabilité était vitale au Darfour afin que les gens puissent reconstruire leur vie et, sur ce plan, a-t-il dit, le gouvernement soudanais ne fait pas assez.

Au sujet de la sécurité, il a affirmé que la communauté internationale devait beaucoup à la Force de l'Union africaine au Soudan, qui a joué un rôle

clé au niveau de l'endiguement de la violence.

" Nous devons coopérer étroitement avec l'Union africaine, tant au niveau diplomatique que militaire. Ses soldats seront l'élément principal de toute force qui sera déployée. " Ils ont accompli un travail énorme, et ils ont besoin de plus de soutien, a affirmé M. Zoellick.

Pendant ce temps, le gouvernement d'unité nationale de Khartoum continue de faire de la résistance. " Là, il s'agit d'employer des moyens diplomatiques classiques. Nous devons continuer à faire valoir aux membres de ce gouvernement qu'ils sont les seuls à résister. Le génocide, la violence, les risques terribles qu'ils ont fait courir à leur peuple ont conduit des Américains, des Européens, des Africains, des Arabes et des Asiatiques à les pousser à modifier leur comportement. "

L'instauration de la sécurité dans le Darfour serait dans l'intérêt du gouvernement du Soudan, a-t-il affirmé, parce que chaque fois que cela va mal dans le Darfour, " c'est le gouvernement de Khartoum qui est tenu pour responsable ".

Selon M. Zoellick, un autre aspect important du règlement de la situation au Darfour est de demander des comptes à ceux qui ont participé à la tuerie.

Au sujet des négociations de paix qui sont actuellement en cours à Abuja (Nigeria), M. Zoellick a affirmé que, là encore, l'Union africaine avait joué un rôle très important. " Mais quel que soit l'accord qui en découlera, ce ne sera qu'une étape supplémentaire " dans un long processus qui doit inclure les besoins de développement essentiels du Darfour.

" Et il ne faudra pas s'arrêter là. " Il faudra ensuite tourner son attention vers les Béja, à l'est du Soudan.

" L'objectif est de trouver une paix globale, un nouveau cadre politique qui mènera à la démocratie et offrira une chance de développement à tous les Soudanais.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI304 04/12/2006

### **Les É.-U. demandent de nouveau que l'on mette fin aux souffrances au Darfour**

(Les déclarations du département d'État et du Conseil de sécurité de l'ONU) (530)

Par Charles Corey

Rédacteur du " Washington File "

Washington - Les États-Unis ne cesseront pas d'inciter le gouvernement soudanais à contribuer à mettre fin immédiatement aux souffrances et à la mort de victimes au Darfour et à coopérer pour faciliter la mise en place de la nouvelle opération de maintien de la paix de l'ONU, indique la réponse écrite que les services du porte-parole du département d'État ont diffusée le 10 avril en réponse à la question d'un journaliste.

Le président Bush, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, le conseiller du président pour la sécurité nationale, M. Stephen Hadley, ainsi que de nombreux autres hauts responsables américains, s'emploient à dénouer la crise au Darfour et font tout leur possible en vue de l'envoi au Darfour d'une mission de maintien de la paix de l'ONU.

Les 8 et 9 avril, lors des négociations de paix sur le Darfour organisées sous l'égide de l'Union africaine à Abuja (Nigeria), deux ambassadeurs des États-Unis, MM. Ranneberger et Yates, se sont entretenus avec le second vice-président du Soudan, M. Ali Osman Taha, et d'autres membres du gouvernement soudanais pour les inciter à coopérer afin de faciliter la relève rapide de la Mission de l'Union africaine au Soudan par une mission de paix de l'ONU au Darfour.

L'ONU a déjà, dans le sud du Soudan, une mission dont le personnel humanitaire s'occupe des besoins des habitants de cette région, à la suite de la guerre civile qui a opposé pendant vingt et un ans le Nord et le Sud.

La déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU

Par ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU a salué et appuyé sans réserve, le 11 avril, " les efforts faits par l'Union africaine pour parvenir à une paix durable au Darfour ". Il a rappelé, " dans les termes les plus énergiques, la nécessité pour toutes les parties au Darfour de mettre fin à la violence et aux atrocités ", en déclarant que la poursuite de la violence au Darfour risquait d'avoir des répercussions dans le reste du pays et de compromettre la sécurité du Tchad.

Le Conseil de sécurité a déploré plusieurs décisions prises par le gouvernement d'unité nationale, notamment sa décision de refuser au coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, M. Jan Egeland, l'entrée au Darfour, et a demandé à Khartoum de lui " fournir immédiatement des explications " sur cette décision.

Il a réaffirmé son plein appui aux pourparlers de paix intersoudanais sur le conflit au Darfour qui ont actuellement lieu à Abuja et fait remarquer qu'un " règlement politique auquel tous seraient associés " était essentiel pour la paix au Soudan. Ces pourparlers, a-t-il dit, constituent un mécanisme pour parvenir à un

tel règlement, et l'Union africaine devrait continuer à jouer un rôle primordial à cet égard.

Enfin, le Conseil de sécurité s'est félicité de la participation du président de l'Union africaine et du président du Nigeria aux pourparlers d'Abuja le 8 avril et souligné que le 30 avril était la date limite pour parvenir à un accord.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI402 04/13/2006

### **La visite du président du Ghana, M. John Kufuor, à la Maison-Blanche**

(Le président Bush l'a félicité pour les réformes qu'il avait entreprises.) (350)

En accueillant le président du Ghana, M. John Kufuor, à la Maison-Blanche le 12 avril, le président Bush l'a félicité pour son excellent travail et a mentionné en particulier le fait qu'il avait tenu son engagement d'introduire l'honnêteté au sein du gouvernement et de créer une situation économique stable.

La confiance des États-Unis dans le Ghana et dans ses dirigeants, a-t-il dit, a permis que ce pays puisse bénéficier de l'aide américaine dans le cadre du Fonds du millénaire, qui est destiné à encourager la croissance économique dans les pays en développement entreprenant des réformes.

" Il s'agit là, a-t-il dit, de l'expression de notre respect, de notre appréciation pour quelqu'un qui est disposé à investir dans le domaine social, à lutter contre la corruption et à faciliter l'expansion de l'économie de marché. "

Pour sa part, le président Kufuor a remercié le président Bush pour sa compréhension de l'Afrique et en particulier pour son aide de 15 milliards de dollars à la lutte contre le sida, notamment en Afrique. Cette aide a déjà sauvé la vie ou permis de soigner plus de 400.000 séropositifs, a-t-il dit.

Le Ghana et les États-Unis, a-t-il indiqué, comptent signer en juillet, dans le cadre du Fonds du millénaire, un accord qui devrait permettre aux Ghanéens de poursuivre la modernisation de leur secteur agricole. Des centaines de millions de dollars pourront ainsi être consacrés à cette modernisation, dont quelque 3 millions de personnes devraient bénéficier et qui contribuera à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique.

Le chef d'État ghanéen a également fait état de la récente visite dans son pays de Mme Laura Bush, qui avait alors lancé un programme portant sur l'enseignement et sur la fourniture de livres et de matériel didactique.

En conclusion, le président Kufuor a déclaré que M. Bush était un président qui aidait l'Afrique à se prendre en charge.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI303 04/12/2006

### **La visite du président de la République de Guinée équatoriale à Washington**

(Il s'est entretenu avec la secrétaire d'État et a signé un accord avec l'USAID.) (660)

Par Charles Corey

Rédacteur du " Washington File "

Washington - La secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, s'est entretenue le 12 avril avec le président de la Guinée équatoriale, M. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, au département d'État.

Avant cet entretien, elle a déclaré à la presse: " Je suis très heureuse d'accueillir le président de la Guinée équatoriale, M. Obiang. Notre entretien va porter sur nos relations bilatérales, sur certains des programmes sociaux novateurs auxquels participe l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et sur toute une gamme de questions régionales qui intéressent nos deux pays. "

S'adressant au président Obiang, elle lui a dit: " Je vous remercie beaucoup d'être venu ici. Vous êtes un bon ami, et je vous souhaite la bienvenue. "

Pour sa part, le président Obiang a remercié Mme Rice de son accueil et déclaré que son pays entretenait de très bonnes relations avec les États-Unis depuis très longtemps. " Ma visite, a-t-il indiqué, est simplement destinée à consolider ces relations et également à établir de nouveaux liens de coopération avec votre pays. "

Le chef d'État de la Guinée équatoriale a indiqué que la veille il avait signé un accord très important avec l'USAID relatif à des programmes sociaux qui devraient permettre à son pays " de connaître une plus grande prospérité et de lutter contre la pauvreté "

Les Equato-Guinéens, a-t-il dit, sont très heureux de leurs relations avec les États-Unis et espèrent que ces relations continueront de se renforcer sur les plans de l'amitié et de la coopération.

L'accord avec l'USAID facilitera le développement social

Le 11 avril, l'Agence des États-Unis pour le développement international a conclu avec la République de Guinée équatoriale un accord portant sur la création d'un Fonds de développement social destiné à la réalisation de projets dans les domaines de la santé, de l'enseignement, de la condition féminine et de l'environnement.

Selon le communiqué de presse de l'USAID, la République de Guinée équatoriale versera 15 millions de dollars à l'USAID au titre de l'assistance technique que cet organisme doit apporter pour la mise en place du Fonds de développement social.

L'assistance technique de l'USAID servira à encourager la transparence et la responsabilisation lors de la conception des projets sociaux, de leur réalisation et de leur évaluation.

Lors de la signature de cet accord, le directeur de l'USAID, M. Randall Tobias, a déclaré qu'il s'agissait d'un accord d'importance historique. " La décision de la Guinée équatoriale de consacrer des recettes publiques à la satisfaction des besoins en matière de développement social illustre la clairvoyance des dirigeants du pays et est susceptible d'entraîner une véritable transformation. Cette forme d'accord peut servir de modèle pour l'établissement de futurs partenariats à travers le monde, et l'USAID accepte de bonne grâce ces ressources. "

C'est le programme régional de l'USAID en Afrique de l'Ouest, dont les bureaux se trouvent à Accra (Ghana), qui s'occupera de fournir l'assistance technique nécessaire.

La directrice principale des affaires africaines du Conseil de la sécurité nationale, Mme Cindy Courville, a rappelé à l'occasion de la signature de l'accord que l'objet de ce dialogue était " la transformation " et que ses effets sur les générations à venir seraient grands.

Le voyage en Guinée équatoriale de Mme Jendayi Frazer

Récemment, la secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines, Mme Jendayi Frazer, s'est rendue en Guinée équatoriale, où elle s'est entretenue avec le ministre équato-guinéen des affaires étrangères, M. Micha Ondo Bile.

Durant sa visite à Malabo, elle s'est également entretenue avec d'autres membres du gouvernement et avec des représentants de la Chambre de commerce américaine. Elle a inauguré la nouvelle section consulaire de l'ambassade des États-Unis à Malabo et visité

un centre médical spécialisé dans la lutte contre le paludisme que finance une société pétrolière américaine implantée dans le pays. (Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI204 04/11/2006

### **De hauts responsables font état de l'aide militaire des États-Unis à l'étranger**

(La séance de travail de la commission des forces armées de la Chambre des représentants) (790)

Par Jacquelyn S. Porth

Rédactrice du " Washington File "

Washington - De hauts responsables du ministère de la défense et du département d'État ont souligné l'importance de la formation technique des forces armées de pays alliés ainsi que de leur équipement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et des efforts visant à prévenir les conflits.

Les programmes d'aide en matière de sécurité contribuent à créer des intérêts communs sur les plans économique et sécuritaire, fournissent des mécanismes permettant de faire face à l'éventualité de crises sanitaires, aident les nouvelles démocraties à défendre leur territoire et à leur donner les moyens de déjouer les plans des terroristes. C'est ce que le général James Jones, qui est à la tête des forces des États-Unis en Europe et en Afrique, a souligné le 7 avril devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants. Il a également fait remarquer que la prévention des conflits est bien plus rentable que les interventions après le déclenchement d'un conflit.

Les investissements dans les domaines de la formation et de l'équipement des forces armées et des forces de police ainsi que l'établissement de relations avec des pays dont les vues sont similaires " peuvent procurer des avantages sur une longue période ", a-t-il dit. " Un élément essentiel de la lutte mondiale contre le terrorisme est l'élaboration de programmes qui renforcent les moyens de pays étrangers à effectuer des opérations antiterroristes et à participer ou à fournir un soutien aux opérations militaires et en matière de stabilité dans lesquelles les États-Unis jouent un rôle. "

Des programmes tels que ceux portant sur la vente de matériel militaire à des pays étrangers, sur des opérations de maintien de la paix, sur la formation militaire et sur la vente directe de produits commerciaux " offrent un accès et une influence, contribuent à la consolidation de forces armées professionnelles et compétentes dans les pays alliés et favorisent l'interopérabilité avec les forces américaines ".

La stratégie dans le golfe de Guinée

Le général Jones a cité deux exemples afin d'illustrer les effets d'une telle aide. Il a dit qu'il serait bon d'aider davantage des pays africains à remédier à l'insuffisance de la sécurité dans le golfe de Guinée où le piratage, le vol et l'insécurité dans les ports constituent un problème.

" Les ports d'expédition, les zones de transit, les ports en général, les installations de production de pétrole et les zones de transbordement ne sont guère surveillés, ce qui les laisse vulnérables à un attentat terroriste ", a-t-il dit.

Par ailleurs, l'aide à la mise en place d'un système de commande et de contrôle dans le cadre de l'Initiative en faveur de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée contribuera à améliorer le contrôle de la navigation le long des 2.000 milles nautiques de côte et à favoriser la stabilité dans les pays adjacents.

L'Initiative transsaharienne de lutte antiterroriste

Le général Jones a également souligné la nécessité d'encourager la coopération et les moyens des forces armées au Maghreb et dans le Sahel. A l'heure actuelle, les États-Unis accordent, dans le cadre de l'Initiative transsaharienne de lutte antiterroriste, une aide de faible ampleur pour lutter contre les activités croissantes de groupements terroristes islamistes.

" Si l'on ne fait rien, a-t-il dit, l'instabilité politique en Afrique pourrait exiger de multiples interventions après-coup exigeant des dépenses énormes, comme ce fut le cas au Liberia ". A l'heure actuelle, l'armée des États-Unis collabore avec l'Algérie, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad afin de renforcer la sécurité régionale et d'aider ces pays à se préparer à faire face à une multitude d'événements imprévus et à se doter de bons moyens pour lutter contre le terrorisme.

L'établissement de partenariats

Pour sa part, le secrétaire d'État adjoint aux affaires politico-militaires, M. John Hillen, a indiqué que l'aide relative à la sécurité contribuait à défendre les intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale en récompensant les partenaires principaux et également en encourageant la diffusion des grandes valeurs américaines telles que la démocratie, le respect des droits de l'homme et la primauté du gouvernement civil sur l'armée.

Le président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, M. Duncan Hunter, a également souligné l'importance de l'établissement de partenariats en disant que la création d'une force armée professionnelle et compétente exigeait aussi des pouvoirs publics " qui n'étaient pas corrompus et qui étaient en mesure de payer les soldats et de s'en occuper ". Si ce n'est pas le cas, ils ne pourront guère compter sur les soldats en cas de crise.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI206 04/11/2006

### **Côte d'Ivoire: l'espoir renaît avant les élections, dit Mme Zirignon Touré**

(Discours de la directrice adjointe de cabinet du président Gbagbo à Washington) (670)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du " Washington File "

Washington - Autrefois divisés, les Ivoiriens sont maintenant unis par leur désir de voir les élections mettre fin à l'affrontement parfois violent entre les rebelles et le gouvernement central qui dure depuis plus de trois ans, a déclaré la directrice adjointe de cabinet du président Laurent Gbagbo, Mme Sarata Ottro Zirignon Touré.

Lors du discours qu'elle a prononcé le 6 avril à l'occasion d'une réception donnée par le nouveau groupe parlementaire des États-Unis pour la Côte d'Ivoire, elle s'est déclaré heureuse de pouvoir informer les amis de son pays que celui-ci avait tourné une page dans la guerre civile qui avait fait suite à la tentative de coup d'État contre le président Gbagbo en septembre 2002.

Mme Zirignon Touré était entourée de deux membres du nouveau groupe parlementaire, MM. John Boozman (représentant républicain de l'Arkansas) et G.K. Butterfield (représentant démocrate de la Caroline du Nord). Ceux-ci ont indiqué vouloir collaborer avec les Ivoiriens afin de mettre un terme à l'impasse politique qui a causé le déplacement de milliers d'Ivoiriens et qui a fait de nombreux blessés.

" A l'heure actuelle, a dit Mme Zirignon Touré, l'atmosphère dans les rues d'Abidjan et de Yamoussoukro est à l'optimisme. " Dans un pays divisé, où 7.500 soldats français et de l'ONU constituent un

tampon entre le Nord entre les mains de rebelles et les forces gouvernementales du Sud, " le désespoir a cédé la place à l'espoir ". Cet espoir se fonde sur les mesures concrètes prises en vue de l'organisation d'élections nationales en octobre prochain.

Il est maintenant possible de préparer des élections nationales, a-t-elle indiqué, parce qu'il existe " un consensus entre toutes les parties au conflit sur la nécessité de les organiser comme prévu ". Ce consensus est issu du fait que le président Gbagbo est résolu à ouvrir de concert avec le premier ministre, M. Konan Banny, et les dirigeants de l'opposition pour parvenir à une solution démocratique au conflit, fondée sur les résultats du prochain scrutin et non pas sur la force.

" Les dirigeants de la Côte d'Ivoire sont allés au bord du précipice ", et ils ont tous décidé de faire ce qu'il fallait pour prévenir la tragédie qui ne manquerait pas de se produire si ce conflit devait se poursuivre.

Il s'ensuit, a-t-elle dit, que toutes les forces politiques, y compris le gouvernement du président Gbagbo, " ont mis leur confiance dans la démocratie pour résoudre leurs différends ". Leurs réunions ont permis de mettre fin à l'impasse au sujet de la composition de la commission électorale, et l'on observe " des progrès en ce qui concerne le désarmement des milices " et le rétablissement de l'autorité du gouvernement central.

Récemment, l'Organisation des Nations unies s'est félicitée de la mise en place de la Commission électorale indépendante et décidé de retirer de la Côte d'Ivoire son représentant spécial pour les élections, M. Antonio Monteiro.

Selon Mme Zirignon Touré, les autorités s'empresment actuellement d'inscrire les électeurs sur les listes électorales, de former du personnel électoral et de mettre en place l'infrastructure nécessaire dans tout le pays avant octobre.

S'adressant à la sous-secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines, Mme Linda Thomas-Greenfield, qui faisait partie de l'auditoire, Mme Zirignon Touré lui a dit: " Nous sommes ravis d'avoir appris que le département d'État des États-Unis avait approuvé un programme de soutien aux élections de l'IFES (" International Foundation for Election Systems "). " En fournissant une telle aide, a-t-elle dit, les États-Unis permettent aux Ivoiriens de faire entendre leur voix.

Dès que le pays sera de nouveau uni sur le plan politique, un des grands dossiers prioritaires du nouveau gouvernement sera le développement économique: " Les investissements, a-t-elle fait remarquer, créent des emplois, les emplois créent de l'espoir, et l'espoir est l'ennemi de la violence et du désespoir. " A cet effet, sous la direction du président Gbagbo, " la Côte d'Ivoire cherche à diversifier ses partenaires internationaux ".

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI201 04/11/2006

### **L'arrestation de Charles Taylor est un grand moment pour la justice internationale**

(Les propos de l'ancien procureur du Tribunal spécial pour la Sierra Leone) (910)

Par Charles W. Corey

Rédacteur du " Washington File "

Washington - La récente arrestation de l'ancien président libérien Charles Taylor est " un grand moment pour la justice internationale et les victimes qui ont tant souffert " sous sa férule, a affirmé David Crane, ancien procureur du Tribunal spécial des Nations unies pour la Sierra Leone (TSSL).

Le 7 avril, lors d'un débat consacré au procès de Charles Taylor à l'Institut pour la paix des États-Unis, M. Crane a déclaré que maintenant que l'ancien président libérien avait été arrêté, la procédure allait se dérouler selon les règles clairement établies en matière de justice criminelle et d'établissement de preuves.

" C'est la routine, a-t-il dit. Nous avons un accusé. Onze chefs d'accusation pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pèsent contre lui. Il a été inculpé. Il a plaidé non coupable (...) Il faut maintenant décider ce que l'on va faire de lui. "

Des discussions sont en effet en cours pour transférer le procès vers la Haye (Pays-Bas), où le TSSL pourrait juger M. Taylor dans un environnement plus sécurisé. " L'idée était de le sortir de l'Afrique occidentale et de laisser les choses se tasser. "

" Avec le temps, en effet, l'influence de ces tyrans, de ces chefs de guerre, de ces bandits, tend à s'estomper. Nous l'avons constaté (...) dans divers cas, notamment Herman Goering (ancien général du Troisième Reich), Slobodan Milosevic (ancien dictateur serbe) et Saddam Hussein.

" L'article 4 du Statut autorise en effet le TSSL à juger les principaux responsables de crimes de guerre quasiment où que ce soit dans le monde, partout où cela se justifie. "

" Lorsque vous jugez ces types et que vous voyez les témoins pointer leur bras mutilé vers l'accusé en disant " c'est vous qui m'avez fait ça " et repartir la tête haute (...), mesdames et messieurs, la justice, c'est ça. "

M. Taylor a soutenu les rebelles et fermé les yeux sur la brutalité M. Taylor a été élu président du Liberia en 1997 avec 75,3 % des voix. Durant sa présidence, il a continué de livrer bataille aux insurgés qui s'opposaient à son régime et aurait commencé à vendre des armes et autres équipements à des rebelles de la Sierra Leone voisine.

Il aurait échangé des armes contre des diamants. Pendant ce temps, les rebelles qu'il soutenait continuaient leur guerre contre le gouvernement de la Sierra Leone, organisant des opérations brutales contre des civils, coupant les bras, les jambes et le nez de milliers de gens soupçonnés d'être des partisans du gouvernement. Femmes et enfants ne furent pas épargnés. Le 4 juin 2003, M. Taylor était inculpé pour crimes de guerre par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL).

Lorsque, au début des années 90, le Liberia sombra dans la guerre civile, la lutte armée se répandit également en Sierra Leone. Elle était menée par des rebelles qui seraient venus du Liberia. Les combats devinrent de plus en plus brutaux. Des bandes de rebelles se mirent notamment à mutiler des civils dans les campagnes.

Un accord de paix signé en 1996 ne parvint pas à mettre fin à la violence. La guerre continua de faire rage en Sierra Leone jusqu'à ce que des troupes des Nations unies, de Grande-Bretagne et de Guinée réussissent à désarmer les combattants, en janvier 2002.

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone

M. Crane affirme que justice peut être rendue efficacement par le TSSL dans un délai politiquement acceptable. Ce tribunal est le résultat de la coopération entre le gouvernement de la Sierra Leone et les Nations unies.

M. Crane a qualifié le TSSL de premier " tribunal pénal international hybride " doté d'un mandat viable. Selon lui, la clé du succès de ce mandat est que le tribunal est chargé de juger les principaux responsables des crimes de guerre commis durant la guerre civile sierra-léonaise.

Cela signifie " poursuivre ceux qui ont déclenché cette guerre, qui l'ont facilitée, qui l'ont soutenue, qui l'ont poursuivie et qui ont créé les conditions permettant à d'autres individus de tuer, de violer, de mutiler, de réduire en esclavage, de piller, etc. "

M. Crane a été nommé procureur spécial en avril 2002 et pense que le Tribunal achèvera ses travaux en 2007.

Il a expliqué que Charles Taylor était " la pièce maîtresse d'un plan géopolitique de dix ans " mis en oeuvre à la fin des années 80 par le Libyen Mouamar Kadhafi. Il s'agissait de recruter des individus qui fomenteraient la rébellion, s'empareraient du pouvoir dans leur pays et deviendraient des pions de Kadhafi qui, ainsi, aurait les mains libres en Afrique de l'Ouest.

" Nous avons des preuves incontestables de cela. " Parmi les individus ainsi recrutés se trouvaient Foday Sankoh, ancien chef du RUF (Front révolutionnaire uni); Blaise Compaore, actuel président du Burkina Faso; et Ibrahim Bah, marchand de diamants.

Le résultat de cet exercice criminel " a été le meurtre, le viol et la mutilation de 500.000 personnes en Sierra Leone et de près de 600.000 au Liberia ", a affirmé M. Crane.

La justice pour les Libériens

M. Crane a affirmé qu'il fallait envisager la création d'un tribunal pénal international hybride pour le Liberia. " On ne peut pas oublier 600.000 victimes. A mon avis, l'ultime atrocité serait de ne rien faire et de laisser ces gens sombrer dans l'oubli sans conserver aucune trace de leur mort horrible. "

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI401 04/13/2006

#### **Le Nigeria va recevoir une aide au titre de la gestion de ses zones humides**

(La collaboration de la Banque mondiale et du Fonds pour le développement mondial) (530)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du " Washington File "

Washington - La Banque mondiale a décidé d'aider le Nigeria à s'occuper de la gestion de zones humides connues sous le nom de " fadamas " et de coopérer à cet effet avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), organisme international dont le siège est situé à Washington.

Dans le communiqué de presse qu'elle a diffusé le 11 avril à ce propos, la Banque mondiale annonce sa participation au second projet de développement portant sur les " fadamas ". L'aide financière du FEM, d'un montant de 10 millions de dollars, permettra de financer cette collaboration.

Les " fadamas " sont des zones situées le long de cours d'eau qui sont inondées à la saison des pluies. Elles sont utilisées pour le pâturage et l'agriculture et ont un rôle important sur le plan de la diversité biologique dans le monde car elles servent de lieu de reproduction des oiseaux migrateurs.

Le Nigeria compte 8 " fadamas ": le bassin du Sokoto, le bassin du Tchad, le bassin du Niger moyen, le bassin du Benue, la zone sud-ouest, la zone sud-centre, la zone sud-est et la zone du socle.

Selon la Banque mondiale, la pauvreté au Nigeria est répandue et constitue un problème complexe. Le nouveau projet fournira un cadre pour s'attaquer tant à la pauvreté qu'à la gestion durable des écosystèmes des " fadamas ", où l'exploitation peu judicieuse des terres contribue à l'érosion des sols et à la pollution de l'eau.

A cet effet, le projet contribuera à développer les compétences nécessaires pour gérer durablement les ressources naturelles aux niveaux national et local et à établir une gestion intégrée des écosystèmes dans certains bassins hydrographiques au moyen de la gestion durable de certaines zones forestières, de zones tampons et de zones humides ainsi que de l'exploitation rationnelle des eaux.

La Banque mondiale et le FEM aideront financièrement 6 des 18 États fédérés nigériens participant à ce projet, dont le nombre de bénéficiaires devrait atteindre 400.000, principalement des ruraux en quête d'emploi.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Créé en 1991, le FEM offre une aide financière aux pays en développement au titre de projets environnementaux qui créent des emplois pour la population locale. Son champ d'action porte sur les changements climatiques, la diversité biologique, les eaux internationales, la dégradation des sols, la désertification et la pollution.

Des spécialistes du développement de la Banque mondiale ouvrent de concert avec le personnel du FEM afin de préparer les projets cofinancés et de surveiller leur mise en oeuvre. Depuis 1991, la Banque mondiale a contribué à l'exécution de projets financés à hauteur de 1,9 milliard de dollars et de projets cofinancés à concurrence de 3 milliards de dollars dans 80 pays.

Le FEM organisera les 29 et 30 août au Cap (Afrique du Sud) une réunion à laquelle doivent participer des écologistes et des responsables des secteurs public et privé et de la société civile de 176 pays. Il est prévu que les participants élaborent un plan d'avenir et un programme de travail pour le FEM.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI301 04/12/2006

#### **Café: la coopération entre les É.-U., " Starbucks " et le Rwanda est un succès**

(Quarante mille producteurs de café bénéficient de ce projet parrainé par l'USAID.) (720)

Par Jim Fisher-Thompson

Rédacteur du " Washington File "

Washington - Des millions de buveurs de café du monde entier et des milliers de cultivateurs du Rwanda peuvent se réjouir des effets du partenariat entre l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la société " Starbucks " qui est spécialisée dans la vente de café aux États-Unis. Grâce à ce partenariat, " Starbucks " va commercialiser la marque " Rwandan Blue Bourbon " dans 5.000 de ses magasins.

Des dirigeants de la société " Starbucks ", dont les 100.000 salariés accueillent 40 millions de consommateurs dans 10.800 points de vente dispersés dans le monde entier, et des responsables de l'USAID se sont retrouvés à l'ambassade du Rwanda, le 11 avril, pour goûter le dernier café haut de gamme importé du Rwanda par " Starbucks ".

Cet accord avec " Starbucks " - la vente a commencé en mars - a été conclu après que l'USAID eut coopéré avec le Rwanda pour améliorer la culture et les installations de transformation du café de ce pays.

La directrice adjointe de l'USAID qui est à la tête du bureau de la croissance économique, de l'agriculture et du commerce, Mme Jacqueline Schafer, a déclaré lors de cette réunion: " Nous avons dépensé 10 millions de dollars au cours des cinq dernières années afin de développer le secteur rwandais du café.

" Je me félicite particulièrement du fait que ce partenariat axé sur le marché a contribué à augmenter le revenu de 40.000 cultivateurs rwandais en leur permettant de vendre un produit à forte valeur économique. "

Dans le cadre de ce projet d'une durée de cinq ans, l'USAID a aidé les cultivateurs rwandais à construire et à rénover les installations de lavage des grains de café, les a formés aux techniques de

dégustation, a organisé des coopératives, leur a offert des possibilités de financement et leur a présenté plusieurs vendeurs de café aux États-Unis, dont " Starbucks ".

" Ceci est un parfait exemple de partenariat réussi, et j'espère qu'il servira de modèle pour d'autres pays ", a dit Mme Schafer.

La culture durable du café crée des revenus stables

Lors de la réunion à l'ambassade, un acheteur de café vert de " Starbucks ", M. Alfredo Nuno, a déclaré que le " Blue Bourbon " rwandais était un produit " supérieur " qui appartenait naturellement à la catégorie des neuf autres cafés haut de gamme de sa société.

Faisant allusion à la lutte entre ethnies qui avait causé la mort de 800.000 Rwandais il y a douze ans, M. Nuno a déclaré: " Nous songeons à l'avenir du Rwanda, et nous voyons qu'il est radieux. Nous sommes résolus à coopérer avec les producteurs rwandais (...) afin de créer un partenariat à long terme " et de renforcer leur part du marché international.

L'ambassadeur du Rwanda, M. Zac Nsenga, a également évoqué la tragédie survenue dans son pays en 1994, disant: " La cérémonie de ce matin arrive à point nommé, au moment où nous commémorons le douzième anniversaire du génocide. En conséquence, nous célébrons non seulement la réussite d'une coopération (...) mais aussi les avantages de la réconciliation et de la stabilité au Rwanda.

" L'objectif des cultivateurs rwandais, a-t-il ajouté, est " de produire une qualité durable de café, dans des quantités stables, tout en respectant les normes. Ils recherchent une coopération durable avec " Starbucks ". Ce faisant, ils espèrent obtenir des revenus stables pour leurs familles. "

Le gouvernement rwandais est " résolu à créer un climat propice aux affaires qui permettra à cette relation de s'épanouir " et à la stratégie de développement fondée sur la coopération entre le secteur public et le secteur privé de continuer, a précisé l'ambassadeur.

Pour sa part, M. Nuno a expliqué au " Washington File " que le café rwandais était particulièrement savoureux parce qu'il était cultivé près de l'équateur à une altitude relativement élevée, à savoir 2.200 mètres. Il a précisé que la culture du café était adaptée aux zones situées entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne.

En ce qui concerne le " Blue Bourbon " du Rwanda, " blue " fait référence à la couleur bleue des baies, et " Bourbon " à une variété de l'espèce arabica.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI302 04/12/2006

**Un Kényan apporte un peu des " Shimba Hills " à Washington**  
(Il va ouvrir un café dans un grand complexe sportif de la capitale des États-Unis.) (650)

Par Susan Ellis

Rédactrice du " Washington File "

Un petit morceau du Kenya sera bientôt au cour de la ville de Washington, au Centre Verizon où jouent les " Wizards ", l'équipe locale de basket-ball. Outre les rencontres sportives, ce centre organise des concerts qui attirent un public important.

Le nouveau café, appelé " Shimba Hills " (d'après une réserve naturelle assez peu connue au Kenya), est situé au rez-de-chaussée de cet énorme complexe sportif. Il est l'aboutissement du rêve d'Andrew Agak, un Kényan qui a acquis le sens des affaires très tôt en vendant des pommes de terre près de Mombasa. Il est ensuite

venu aux États-Unis où il a fait des études bancaires et financières à l'université d'État du Maryland à Bowie.

M. Agak s'est lancé dans cette aventure avec deux associés, Lillian Karuri-Magero, une amie d'enfance spécialisée dans la commercialisation, et Shalin Carter qui, en sa qualité de spécialiste de la communication, le conseille dans le domaine des activités caritatives, entre autres.

Selon M. Agak, le café " Shimba Hills " est " un café chargé de mission, parce que pour chaque livre de café vendue nous versons 5 % des recettes à certaines associations caritatives. " L'une d'entre elles est " City Arts DC ", une association locale sans but lucratif qui a pour vocation de promouvoir les arts chez les enfants.

En plus de la vente du café en vrac, " Shimba Hills " offrira des cafés et des thés fins d'Afrique orientale, et certains produits d'Amérique latine étiquetés " commerce équitable ". Il servira également de la pâtisserie et, le soir, des cafés parfumés à divers alcools, de la bière et du vin. M. Agak a également l'intention d'ouvrir trois stands dans le complexe sportif.

Lors d'une interview accordée au " Washington File " le 7 avril, il a déclaré qu'il avait reçu des conseils avisés des responsables du Centre Verizon, ainsi que des responsables de la section loisirs du quotidien " The Washington Post ".

Sa maîtrise de la théorie commerciale est évidente lorsqu'il parle de sa nouvelle entreprise mais, comme il le dit, " l'université et l'entreprise sont deux choses différentes. On apprend en faisant des erreurs, et l'emplacement est la clé de la réussite. " C'est ce qu'il a constaté lors de l'ouverture antérieure d'un magasin d'installation de stéréos pour voitures au Texas.

" Nous avons ouvert notre commerce et, deux mois plus tard, " Circuit City " et " Wal-Mart " se sont installés dans la ville. Ils faisaient la même chose, mais bien moins cher ! Cela m'a appris à m'informer des plans des services municipaux d'urbanisme. "

M. Agak a précisé que son café ne pouvait pas bénéficier de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique subsaharienne (AGOA), " parce que le Kenya avait déjà un marché du café très développé ".

Les textiles kényans, par contre, sont couverts par l'AGOA, qui vise à aider les entreprises africaines à exporter aux États-Unis. Grâce à l'AGOA, de petites entreprises africaines ont ainsi la possibilité d'augmenter leur chiffre d'affaires en ayant accès au marché américain.

M. Agak est venu aux États-Unis en 1994. Pendant six ans, avant d'ouvrir son propre café, il a importé des grains de café du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie qu'il revendait à des torréfacteurs de la région. Il a également travaillé pour les services de comptabilité de plusieurs entreprises de Washington et du Maryland, où il a lié connaissance avec des hommes d'affaires.

Étant donné que le café kényan ne peut être vendu qu'aux enchères à Nairobi, il a une licence qui lui permet de s'y faire représenter par un ami. " Nous achetons, a-t-il dit, des cafés de qualité produits par des cultivateurs qui reçoivent un prix plus élevé pour le café vendu aux enchères. "

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI403 04/13/2006

**L'intégration des musulmans à la société américaine est relativement aisée**

(Aux É.-U., le gouvernement et la société encouragent le dialogue entre les citoyens.) (770)

Par Sara Feuerstein

Rédactrice du " Washington File "

Washington - " Aujourd'hui, la communauté musulmane comprend qu'elle fait partie du tissu social du pays, et qu'elle a la responsabilité et la possibilité de combler le fossé entre les deux cultures ", a déclaré Khalil Jassemm lors d'une discussion en ligne organisée le 11 avril.

M. Jassemm est le directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale sans but lucratif " Life For Relief and Development " (LIFE), qui a fourni pour plus de 100 millions de dollars d'aide humanitaire à dix pays dans le monde.

Il a affirmé que les attaques du 11 septembre 2001 avaient été " une sonnette d'alarme " pour les Américains musulmans. L'invasion de l'Irak et la guerre contre le terrorisme qui en ont découlé " les ont forcés à se faire mieux connaître, à faire plus pour communiquer, pour éduquer, et pour expliquer au public ce qu'est réellement l'islam. "

Il a estimé que de six à huit millions de musulmans vivaient aux États-Unis, et souligné que chaque ville de plus de 30.000 habitants avait une mosquée ou un lieu de prière.

L'image négative véhiculée dans les médias est sans doute " le principal obstacle auquel se heurtent les musulmans aujourd'hui ", a dit M. Jassemm. " Ce n'est que par un travail acharné, un engagement énergétique, un bon plan de communication et l'aide de citoyens bienveillants que nous pourrions surmonter ce problème. "

Par exemple, a-t-il dit, même si les non-musulmans pensent que le monde musulman a des sentiments négatifs à l'égard des Américains, " je ne pense pas que les musulmans haïssent les États-Unis. L'islam ne prêche jamais la haine contre qui que ce

soit. " Il a souligné qu'aucun verset du Coran n'utilisait le mot " haine ".

Si certains musulmans désapprouvent certaines politiques des États-Unis, ce n'est qu'un élément de la relation. D'autres, tels que la culture, l'économie et les relations humaines viennent aussi façonner l'image que se font les musulmans de l'Amérique et des Américains.

La communication est nécessaire de part et d'autre, parce que de nombreux musulmans du monde ont également des idées préconçues sur les Américains, a affirmé M. Jassemm.

Il considère quant à lui que la société américaine est plutôt accueillante vis-à-vis des musulmans, et a constaté que " l'Américain moyen est très ouvert, juste, et prêt à écouter et à dialoguer ".

La loi américaine facilite la discussion et peut " encourager les citoyens à exprimer leurs vues et leurs sentiments de façon pacifique et dans le respect de la loi. La Constitution des États-Unis garantit ce droit. " Il a ensuite cité les efforts déployés par le gouvernement comme " des outils essentiels " pour aider les musulmans à " surmonter les difficultés et à assurer leur avenir " en Amérique.

M. Jassemm a ensuite attribué aux lois et aux valeurs américaines l'accélération de l'intégration des musulmans qui, autrement, serait un processus beaucoup plus long. Pour lui, l'intégration des musulmans dans la société américaine est " aisée et sans obstacles majeurs ".

" Les Américains musulmans comptent parmi les personnes les plus éduquées de la société américaine. Ils participent à tous les aspects de la vie publique. Et non, ils ne sont pas harcelés par la police ", a-t-il dit à l'un de ses correspondants durant la discussion.

Il a attribué le succès des musulmans aux États-Unis à la fondation du pays sur l'État de droit et à l'importance que l'on y attache au travail. " Il n'y a pas de limite au succès. Votre nationalité et vos origines n'y changent rien. L'islam encourage fermement l'autodiscipline, et l'Amérique offre des possibilités innombrables. "

Les démarches oecuméniques et la tolérance religieuse jouent également un rôle dans l'intégration des musulmans aux États-Unis. " Aux États-Unis, la société considère la religion et les gens pieux comme un atout. "

Il a évoqué sa propre expérience vécue pour illustrer son propos: " Je ne me sens pas différent des autres. En fait, je pense que j'ai plus d'enjeux dans ce pays que la plupart des autres citoyens. J'ai neuf enfants, âgés de 1 à 26 ans. Tous sont américains, tous sont musulmans, et tous font partie du tissu de cette société. Il n'y aucune contradiction entre le fait d'être américain et celui d'être musulman. Un bon musulman est un bon citoyen. "

LIFE, l'organisation de M. Jassemm, a été fondée en 1992 par un groupe de professionnels d'origine irakienne et est vouée à la fourniture de services médicaux, éducatifs, sociaux et économiques aux victimes de famines, de catastrophes naturelles et de guerres. (Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI503 04/14/2006

**Le mécénat des entreprises américaines à l'étranger prend de l'ampleur**

(Ce mécénat constitue une part croissante de l'aide à l'étranger.) (1020)

Par Elizabeth Kelleher

Rédactrice du " Washington File "

Washington - Des enfants de la région de Nueva Segovia au Nicaragua buvaient l'eau polluée des cours d'eau et mangeaient sans assiette ni fourchette jusqu'à ce que la société Cargill leur donne les moyens de faire autrement. Spécialisée dans les produits alimentaires et agricoles, cette société américaine, dont la moitié des effectifs sont à l'étranger, a construit des réservoirs d'eau et des installations de filtrage dans des écoles nicaraguayennes accueillant 10.000 enfants, fourni des ustensiles et des repas et appris aux enfants à se laver les mains avant de consommer de la nourriture. Ces dernières années, de nombreuses sociétés américaines se sont implantées dans le monde entier, et leur mécénat les a suivies.

Quelque 40 % du chiffre d'affaires de la société financière Citigroup provient de ses activités à l'étranger, et il est probable que ce pourcentage atteindra 50 % dans peu de temps. Alors que ses activités se sont accrues dans le monde depuis la fin des années 1990, cette société a augmenté considérablement les dons qu'elle accorde à des fins caritatives, a indiqué un des responsables de sa fondation, M. Alan Okada. En 2005, ses dons à l'étranger ont atteint 28 millions de dollars, soit plus du double qu'en 2001 (13,2 millions de dollars).

Selon une étude récente de l'organisme de recherche sur les entreprises " The Conference Board ", le montant des dons des grandes sociétés américaines à l'étranger augmente de 22 % par an. Un autre organisme de recherche, le " Foundation Center ", fait état d'un rythme semblable d'augmentation des dons à l'étranger de la part des fondations créées par des sociétés.

La prospérité et la faible inflation pendant les années 1990 ont augmenté la fortune et la générosité des milieux d'affaires américains. Les sociétés américaines ont donné près de 5 milliards de dollars à des pays en développement en 2004, la dernière année pour laquelle on dispose de statistiques d'après le nouveau rapport de l'Institut Hudson. Ce montant représente un quart de l'aide publique des États-Unis à l'étranger.

Les États-Unis sont connus pour leur tradition de mécénat d'entreprise. Au début du XXe siècle, des magnats tels qu'Andrew Carnegie et John Rockefeller ont créé des œuvres de bienfaisance pour résoudre des problèmes sociaux dans le pays. De nos jours, les dirigeants d'entreprise souhaitent jouer un rôle positif dans le domaine social.

De leur côté, les grandes écoles d'études commerciales envoient de plus en plus d'étudiants à l'étranger comme volontaires dans des projets à caractère charitable. Ces étudiants peuvent ainsi mieux prendre conscience " des besoins du marché mondial ".

Les dons des entreprises destinés à des pauvres dans divers pays prennent diverses formes: argent liquide, biens, services et construction d'installations. En outre, les entreprises encouragent leurs salariés à faire du bénévolat, parfois en leur accordant des congés payés à cet effet.

Selon la Chambre de commerce américaine, les entreprises américaines ont donné 566 millions de dollars en 2005 en vue d'aider les localités ravagées en Asie du Sud par le tsunami de décembre 2004.

Trente et une sociétés américaines ont donné plus de 1 million de dollars à des causes à l'étranger en 2004. Ce sont les grands laboratoires pharmaceutiques qui ont été les plus généreux: les sociétés Merck et Pfizer ont donné chacune près de 400 millions de dollars. Les autres grands donateurs appartiennent aux secteurs du pétrole, de l'électronique, des services financiers, des grands magasins, des produits de consommation, de l'édition et de la livraison de colis.

Les sociétés ne jouent pas le rôle de mécène à l'étranger uniquement par altruisme; elles cherchent à susciter l'égalité des chances dans les pays en développement, estime un haut responsable de la Chambre de commerce américaine, M. Stephen Jordan.

Les entreprises indiquent que leur motivation est de protéger la santé et l'environnement des habitants des localités où elles sont implantées. Elles donnent aussi pour mettre en place l'infrastructure nécessaire à la libre circulation des biens et des services, a fait remarquer M. Jordan. Selon lui, les entreprises américaines ne doivent pas perdre de vue les futurs avantages de l'octroi de dons. De plus en plus, elles veulent développer leur clientèle dans les marchés émergents.

Il peut aussi s'agir d'une question de vie ou de mort, a-t-il dit en indiquant que les entreprises qui aidaient les séropositifs en Afrique le faisaient parce qu'elles ne voulaient pas perdre leurs futurs clients.

Les dons répondent souvent à des intérêts commerciaux. C'est ainsi qu'en mars la société financière Citigroup a annoncé l'octroi d'un don de 4 millions de dollars au titre de l'information financière des pauvres en Chine. De son côté, la société Cargill, qui produit des substances nutritives destinées à l'agriculture, a fait des dons à l'organisme américain de défense de la nature " Nature Conservancy " pour le financement de projets écologiques, tels que la plantation de zones tampons le long des cours d'eau de la province de Yunnan en Chine qui est destinée à empêcher que les engrais utilisés dans les champs ne polluent ces cours d'eau.

MM. Bill Hewlett et Dave Packard, créateurs de la société d'électronique qui porte leurs noms, considèrent le mécénat comme

découlant naturellement de la réussite dans le domaine des affaires. Ils ont créé une fondation, le Fonds mondial pour les femmes, qui a financé des écoles clandestines de filles en Afghanistan lors du règne des talibans, des initiatives en vue de promouvoir la santé des femmes au Nigeria et un grand nombre d'associations d'avocates à travers le monde.

Les sociétés donnent aussi dans le cadre de partenariats avec le gouvernement des États-Unis. C'est ainsi que la société Chevron a donné une somme (10 millions de dollars) équivalente à l'aide apportée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en vue d'aider le secteur agricole angolais à se remettre sur pied après des décennies de guerre civile. Près de 200.000 familles ont reçu des semences et des outils pour cultiver de nouveau leurs champs et pour remettre en état des ponts et des routes de manière à améliorer la desserte de leurs villages.

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

AFI202 04/11/2006

### **Les dons du secteur privé sont supérieurs à l'aide publique des États-Unis**

(Nouveau rapport sur la philanthropie américaine dans le monde) (600)

Washington - Les dons du secteur privé des États-Unis à des pays en développement représentent près de quatre fois plus que le montant de l'aide publique des États-Unis au développement, indique un rapport que vient de publier le " Center for Global Prosperity ", qui relève d'un centre de réflexion américain, l'Institut Hudson.

Intitulé " The Index on Global Philanthropy " (L'indice de la philanthropie dans le monde), ce rapport donne un aperçu sur les 71 milliards de dollars que des associations caritatives, des associations confessionnelles, des fondations, des universités, des entreprises et des particuliers des États-Unis ont envoyés à l'étranger sous forme de dons en 2004.

Par comparaison, l'aide publique des États-Unis s'est élevée à 20 milliards de dollars cette année-là. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les États-Unis se classent au premier rang des pays industriels pour le montant de leur aide publique au développement. Toutefois, ils occupent l'avant-dernière place si l'on calcule l'aide en tant que pourcentage du produit national brut du pays (0,17 %).

D'après l'Institut Hudson, le secteur privé des pays européens a beaucoup moins l'habitude de faire des dons que celui des États-Unis. Les Américains, dit-il, donnent à l'étranger comme ils le font dans leur pays, à savoir par l'intermédiaire d'organismes du secteur privé, et c'est pourquoi l'OCDE sous-estime l'ampleur de leur aide.

Près de la moitié des adultes aux États-Unis font du bénévolat, estime l'organisme " Independent Sector ". Le nombre d'heures de travail que des bénévoles consacrent chaque année à des projets à l'étranger est estimé à 135.000, soit plus de 4 milliards de dollars. Des sites sur l'internet tels que " [www.volunteerabroad.com](http://www.volunteerabroad.com) " encouragent cette tendance.

L'ensemble des dons des associations caritatives et des organismes de bénévolat aux pays en développement a atteint 9,7 milliards de dollars en 2004, soit plus que l'aide publique du Japon. " Les habitants des pays en développement connaissent bien des organismes tels que la Croix-Rouge américaine, CARE, " Catholic Relief ", les " Rotary Clubs ", les " Lions Clubs ", le YMCA et leurs

---

homologues à l'étranger ", a déclaré la directrice du " Center for Global Prosperity ", Mme Carol Adelman.

Selon le rapport, les entreprises américaines ont donné 9,4 milliards de dollars en 2004, notamment sous forme de transfert de techniques de gestion et de comptabilité à des villages reculés.

Les établissements universitaires américains ont plus donné aux pays en développement sous forme de bourses d'études à des étudiants étrangers (1,7 milliard de dollars) que ce qu'a donné chacun des quatre pays suivants, l'Australie, la Belgique, l'Irlande et la Suisse, au titre de l'aide publique au développement en 2004. Quant aux fondations, elles ont donné 3,4 milliards de dollars. Un centre d'étude sur les fondations, le " Foundation Center ", a signalé une augmentation de 77 % du nombre des fondations qui ont vu le jour aux États-Unis ces dix dernières années, ainsi qu'un accroissement de 100 % de leurs dons à l'étranger entre 1998 et 2002.

Le rapport ventile également les dons entre d'autres catégories, notamment les dons des associations confessionnelles (4,5 milliards de dollars) et les envois de fonds des travailleurs étrangers à leur village d'origine (47 milliards de dollars).

Selon les auteurs de ce rapport, il s'agit là du premier de ce qui devrait devenir un rapport annuel et comprendre par la suite des données sur les dons du secteur privé en Europe et dans d'autres parties du monde.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet: <http://usinfo.state.gov/fr/>)

---